4 APRILE 1980

dossier europa emigrazione

de:e

RIVISTA MENSILE DI INFORMAZIONE E DIBATTITO SUI PROBLEMI DELL'EMIGRAZIONE

SOMMARIO

Presentazione 2

Studenti stranieri in Svizzera nel 1977-1978 3

Cronaca Parlamentare (Sotir Introna) 8

Opinioni: documento CGIL-Lazio sulla posizione giuridica degli immigrati 9

Comitati Consolari: il dibattito alla Commissione Esteri-Emigrazione (Sotir Introna) 11

Comitati Consolari: il testo approvato in Commissione 13

© Dossier Europa

presentazione

© Dossier Europa

Il n. 4 di Dossier Europa emigrazione intende offrire ai lettori alcuni documenti di utilità pratica per l'approfondimento e la puntualizzazione di due problemi all'ordine del giorno nella tematica migratoria: la scuola e i Comitati Consolari.

Sul primo tema, che ha visto recenti prese di posizione di forze sociali, associazioni e sindacati, sia in relazione alla Direttiva CEE 1977 che al problema dei rientri, e il lavoro delle Commissioni miste ad hoc dell'Italia con la Germania e la Svizzera, riteniamo indispensabile anzitutto una rigorosa documentazione. A tal fine pubblichiamo la sezione dell'Annuario dell'Istruzione, edito a fine 1979 dall'Ufficio Federale di Statistica di Berna, che riguarda gli alunni stranieri nell'anno scolastico 1977-1978. Si tratta di statistiche ancora molto aggregate ma che hanno il pregio di non nascondere i nodi del problema, specie per quanto riguarda la selezione scolastica, la lingua, la classe sociale. Bisogna dare atto all'Ufficio Federale di grande onestà e chiarezza di linguaggio.

Sul secondo tema, i Comitati Consolari, pubblichiamo:
- una sintesi, dovuta al nostro cronista parlamentare, Sotir Introna, del dibattito alla Commissione Esteri-Emigrazione della Camera sul testo unificato, elaborato dal Comitato ristretto, e in cui sono state recepite, sostanzialmente, anche le proposte unitarie delle associazioni operanti in emigrazione;
- il testo definitivo, approvato dalla stessa Commissione, e ora passato al Senato per l'approvazione, che si spera sollecita.

Infine, sullo scottante problema dei lavoratori stranieri in Italia, presentiamo un documento che la Commissione creata dal sindacato CGIL del Lazio ha elaborato nello scorso mese di febbraio, approfondendo più particolarmente i problemi di natura giuridica e di tutela. Il documento non accenna però al disegno di legge n. 694, ora all'esame del Senato, e che intende aggiornare le norme attualmente in vigore circa il soggiorno e il lavoro in Italia degli stranieri.

STUDENTI STRANIERI NELLA SCUOLA SVIZZERA

Dall'Annuario svizzero «Statistique des élèves. Année scolaire 1977-1978», edito dall'Ufficio Federale di Statistica di Berna nel dicembre 1979, riportiamo la parte relativa agli alunni stranieri.

La présence d'étrangers dans notre société pose le problème de leur intégration. Les conditions d'intégration varient suivant l'organisme dans lequel se fait l'incorporation; par conséquent, les problèmes liés à leur situation sont aussi multiples. Beaucoup d'étrangers vivant en Suisse sont des ouvriers, même après les départs massifs provoqués par la récession économique de ces dernières années. Ils se recrutent généralement dans les couches sociales inférieures de leur pays d'origine et ils gardent également ce statut (au moins au début) dans le pays qui les a accueillis. Leur intégration en Suisse soulève des difficultés, étant donné qu'ils parlent le plus souvent une autre langue et que leur vie s'est déroulée jusqu'ici dans un contexte culturel très différent; ils viennent en outre de pays qui, éonomiquement, ne sont pas aussi développés que le pays qui les accueille.

L'école est un facteur d'intégration important, notamment pour les enfants des ouvriers étrangers. On peut dire aujourd'hui que les élèves étrangers appartiennent à la deuxième génération, autrement dit ce sont des enfants qui sont nés et ont grandi ici et qui n'ont, par conséquent, pratiquement plus de difficultés à parler la langue courante. Toutefois cette deuxième génération se trouve dans une situation ambiguë: en effet elle ne peut pas encore se considérer comme intégrée (l'intégration ne se fait pas d'un coup) et, d'autre part, elle reste encore empreinte de la culture de son pays d'origine.

La statistique des élèves répartit les écoliers étrangers d'après leur pays d'origine, le degré et le type d'enseignement et la classe où ils se trouvent. Par contre elle ne distingue pas le sexe et l'âge, ce qui ne permet pas de calculer le taux de scolarisation et par conséquent de comparer directement avec la population indigène. La statistique donne une vue d'ensemble de la répartition des élèves étrangers selon le degré et le type d'enseignement; par contre elle n'aborde pas les problèmes d'ordre individuel, en classe, dans le domaine pédagogique, ni le processus de sélection, d'intégration et de non intégration.

Effectifs

L'effectif de la population étrangère varie considérablement suivant l'année d'âge (les effectifs se composent des naissances d'étrangers en Suisse *et* du solde des immigrations et des émigrations). A fin 1977, le nombre des enfants âgés de 5 ans atteint un premier maximum (20.000 personnes); avec l'âge, les valeurs absolues accusent chaque fois une baisse, atteignant ainsi un minimum chez les adolescents âgés de 19 à 21 ans, soit près de la moitié des enfants de 5 ans. Enfin, la population du groupe d'âge jusque'à 29 ans augmente à nouveau et se maintient à peu près au même niveau dans le groupe d'âge des personnes de 30 à 39 ans, comme le démontre l'effectif de l'école maternelle (environ 21.000 personnes par année). Les valeurs relatives en rapport avec la population totale rélèvent également ce mouvement ondulatoire, la classification selon l'âge de la population indigène restante étant soumise à des variations moins importantes.

Comme on pourrait s'y attendre, on trouve les mêmes conditions en ce qui concerne le nombre des élèves. Dans la première année primaire, le nombre des écoliers étrangers représente le 19,1% de l'ensemble des élèves. Ce pourcentage baisse ensuite nettement dans les années scolaires suivantes, parallèlement aux effectifs de la population résidante qui deviennent plus restreints, et atteint 11,3% à la fin de la scolarité obligatoire, en 9ème année.

Etant donné que les effectifs d'étrangers âgés de 17 à 20 ans sont plus réduits, leur pourcentage de 9,6% dans les écoles du degré secondaire II peut etre attribué d'abord à ces conditions démographiques; on peut expliquer de la même façon le pourcentage plus élèvé (10,9%) au degré tertiaire non universitaire pour autant que les classes d'âge que l'on trouve principalement à ce degré de formation (20-29 ans) présentent un pourcentage plus élevé d'étrangers.

Sélection

La réussite des efforts d'intégration des jeunes étrangers dépend sans aucun doute du succès avec lequel ils s'acquittent des épreuves de sélection. La première épreuve importante se situe au passage du degré primaire au degré secondaire I. Le tableau 14 montre comment les étrangers l'affrontent. Il représente la répartition des élèves pour l'ensemble de la Suisse, selon leur nationalité, dans les deux types d'enseignement de la 7ème année. Alors que chez les Suisses, la répartition dans les écoles à exigences élémentaires et celles à exigences étendues s'effectue dans la proportion de 39 : 61, elle atteint chez les étrangers les valeurs de 51 : 49. Ceux-ci semblent donc bien être désanvantagés face aux processus de sélection scolaires.

Leur nombre supérieur à la moyenne dans les types d'enseignement à programme particulier peut être aussi un signe des difficultés qu'ils rencontrent face aux exigences scolaires ou aux conditions d'apprentissage. Leur pourcentage de 22,6% se trouve en effet nettement au-dessus de la moyenne des étrangers dans l'école obligatoire (programme d'enseignement normal).

La deuxième période de sélection a lieu au début de la formation post-obligatoire (degré secondaire II). Pour les raisons que nous avons mentionnées, une comparaison valable avec les indigènes est plus difficilement envisageable; le calcul des taux de scolarisation est, comme nous l'avons vu, exclu. Nous

Tab. 14 - *Répartition des élèves (total) dans la 7ème année de programme (degré secondaire I) selon le type d'enseignement et la nationalité, année scolaire 1977/1978*

Type d'enseignement	Elèves (total)	Nationalité			
		Suisses		Etrangers	
		absolut	%	absolut	%
Ecoles à exigences élémentaires	42.813	35.490	39,1	7.323	50,8
Ecoles à exigences étendues	62.355	55.264	60,9	7.091	49,2
Total	105.168	90.754	100,0	14.414	100,0

devons une fois de plus nous référer au rapport approximatif entre les effectifs d'élèves et la structure d'âge de la population résidante.. La pourcentage des étrangers (11,3%) dans les écoles de formation générale du degré secondaire II (y.c. formation d'enseignant) est très proche de la proportion des étrangers dans la population résidante pour la même classe d'âge, ce qui montre que le comportement des étrangers face à cette formation est très proche de celui de la population indigène. Par contre, le poids des étrangers à la formation professionnelle, qui parait trop réduit (9%), est d'autant plus frappant. Dans quelle mesure l'attitude des étrangers face à l'apprentissage joue-t-elle ici un rôle?

La statistique des élèves montre donc qu'en ce qui concerne l'intégration d'enfants et adolescents étrangers certains problèmes subsistent, même si celà n'est pas valable dans la même mesure pour tous les degrés et types d'enseignement. Il est évident que les diffisultés linguistiques (la langue d'enseignement n'étant pas la langue maternelle) jouent un rôle, de même que l'environnement socio-culturel. Cela conduit très souvent aux différences constatées dans la réussite scolaire. Il ne faut pas perdre de vue que le *niveau social* de la plupart des enfants étrangers (enfants d'ouvriers) est déterminant. Pour traiter les problèmes de sélection et d'intégration, une comparaison entre des groupes d'élèves déterminés selon leur couche sociale serait par conséquent plus significative; par exemple, la réussite scolaire des enfants d'ouvriers étrangers comparée à celle d'enfants suisses, dont les parents sont issus de couches sociales inférieures. Mais comme nous ne sommes pas en mesure de présenter des caractéristiques de couches sociales spécifiques, il est pratiquement impossible de faire état de différence par ce biais.

© Dossier Europa

La «nationalité» donne toutefois une indication sur la couche sociale à laquelle une famille étrangère est supposée appartenir. La statistique établie selon les pays d'origine nous permet ainsi de tirer certaines conclusions concernant le comportement d'enfants étrangers appartenant à une couche sociale spécifique (choix des types d'enseignement, réussite scolaire).

Provenance

Au tableau 15, les élèves étrangers sont répartis par type d'enseignement et nationalité. La répartition par pays d'origine, au degré de la scolarité *obligatoire*, devrait représenter à cet égard en grande partie (en raison de l'obligation générale de suivre la scolarité) la nationalité des jeunes classes d'âge dans l'ensemble de la population résidante étrangère. Voici les pays d'origine des *étrangers en âge de suivre la scolarité obligatoire.*

Italie	52,9%
R.F.T.	12,8%
Espagne	8,2%
France	5,1%
Autriche	3,6%
Turquie	1,5%
Yougoslavie	1,4%
Grèce	0,5%
Principauté du Liechtenstein	0,1%
Autres pays	13,9%
	100,0%

Ainsi, environ 2 élèves étrangers sur 3 (64,5%) viennent d'Italie, d'Espagne, de Turquie, de Yougoslavie et de Grèce, pays d'émigration typiques pour les travailleurs étrangers. La majorité appartient, semble-t-il, aux couches sociales inférieures. Le tiers restant provient de la RFA, de France, d'Autriche

Tab. 15 - *Elèves étrangers (total) selon le degré et le type d'enseignement et la nationalité, année scolaire 1977/1978*

Degré et type d'enseignement	Elèves étrangers (total)	dont la nationalité... (%)									
		RFA	F	I	A	FL	E	YU	GR	TR	autres
Préscolarité	27.543	8,6	5,8	54,4	3,1	O,1	9,1	3,3	1,0	2,3	12,3
Scolarité obligatoire	146.005	12,8	5,1	52,9	3,6	0,1	8,2	1,4	0,5	1,5	13,9
dont:											
Degré primaire: Programme d'enseignement normal	89.142	12,9	4,9	52,3	3,6	0,1	8,1	1,5	0,6	1,6	14,4
Degré secondaire I: Exigences élémentaires	23.870	7,8	4,8	64,8	2,5	0,1	9,1	0,8	0,4	1,6	8,1
Exigences étendues	22.421	20,1	6,2	39,7	5,1	0,3	6,1	1,5	0,6	0,7	19,7
Degrés primaire et secondaire: Exigences étendues	8.772	6,7	3,8	61,6	3,1	0,2	10,8	1,2	0,4	2,8	9,4
Scolarité post-obligatoire											
Degré secondaire II	25.551	13,3	7,2	44,0	4,4	3,0	7,2	1,1	0,5	1,1	18,2
dont:											
Ecoles préparant à la maturité	4.469	22,9	7,5	26,3	4,8	0,6	4,7	1,7	0,6	0,9	30,0
Ecoles de culture générale et autres écoles de formation générale	2.904	11,2	10,4	16,8	1,7	0,6	5,4	0,8	1,2	2,0	49,9
Formation professionnelle	17.771	11,1	6,6	53,0	4,8	3,8	8,2	1,0	0,4	1,0	10,1
Degré tertiaire (non universitaire) (sans professions de l'enseignement)	1.918	19,5	19,0	14,6	3,8	1,9	5.0	1,7	1,1	1,1	32,3

et des autres pays. Pour les élèves de ces pays, il est plus difficile de déterminer leur appartenance sociale. Toutefois, il paraît parfaitement justifié de supposer qu'ils appartiennent plutôt aux couches supérieures, contrairement à ceux du premier groupe de pays cités.

En effet, si l'on considère la répartition des élèves étrangers dans le degré secondaire I d'après leur pays d'origine et pour autant que l'on puisse établir un lien entre la sélection scolaire et les couches sociales), on constate le fait suivant.
Dans les écoles à exigences élémentaires. 76,7% des éléves viennent des pays de travailleurs étrangers. Comparativement à la «répartition normale», leur nombre est ainsi trop élevé au degrè primaire; dans les écoles à exigences étendues, leur proportion n'est par contre que de 48,6%, ils sont donc sous-représentés ici. C'est l'inverse en ce qui concerne les élèves provenant d'autres pays (RFA, France, Autriche et autres). Leur part à l'effectif des élèves étrangers s'élève à 23,4% dans les écoles à exigences élémentaires et à 51,4% dans les écoles à exigences étendues. Ainsi, comparativement à leur pourcentage au degré primaire (environ un tiers), ils sont mieux répartis au degré secondaire I.

On observe la même chose au degré secondaire II dans les écoles préparant à la maturité et autres écoles de formation générale, environ 2 élèves sur 3 provenaient des derniers pays cités. Les élèves des pays de travailleurs étrangers sont par contre sous-représentés. Dans la formation professionnelle, les proportions sont à nouveau les mêmes qu'au degré primaire: les élèves dont les parents sont des travailleurs étrangers représentent ici un pourcentage de 63,6%.

Répartition par région

Le tableau 16 représente les différents pourcentages des élèves étrangers dans les systèmes scolaires *cantonaux*. Les conditions de la scolarité obligatoire sont primordiales lorsqu'on veut procéder à une comparaison entre les cantons.

Le cantons de GE, TI, NE, BS et VD présentent un pourcentage élevé dans les degrés primaire et secondairer I. Les valeurs les plus basses peuvent être relevées dans les cantons de AI, OW, UR et NW; dans les cantons de BE, LU, SZ, FR, GR et VS, celles-ci sont aussi inférieures à 10%.

Le baisse du pourcentage des étrangers des degrés primaire, secondaire I et secondaire II, que l'on peut constater dans tous les cantons, doit être attribuée, ainsi que nous l'avons vu en tête de ce chapitre, à la structure d'âge spécifique de la population résidante étrangère.

Quant à savoir dans quelle mesure les problèmes caractéristiques des cantons ayant un pourcentage élevé d'étrangers apparaissent dans les écoles, cela dépend de nouveau de la provenance des effectifs d'écoliers non suisses. Ainsi, un pourcentage élevé d'élèves de nationalité française dans un canton romand ou la présence d'Italiens au Tessin ne devraient pas représenter un problème insurmontable d'intégration scolaire. Il en va de même pour les enfants de pays latins résidant en Suisse romande qui ont moins de difficultés linguistiques que ceux qui habitent la Suisse allemande. On s'aperçoit que certains cantons disposent, selon leur superficie, leur structure économiques et leur situation géographique (voisinage) notamment, de «régions de recrutement» tout à fait spécifiques.

Les données dont on dispose permettraient en outre d'examiner s'il y a encore des différences cantonales dans les processus de sélection pour les divers élèves étrangers. Toutefois ceci n'entre pas dans le cadre de la présente analyse.

Tab. 16 - *Proportion des élèves étrangers (total) selon le canton et le degré, année scolaire 1977/1978*

Canton	Proportion des étrangers (%)				
	Préscolarité	Degré I	Degré II, I	Degré II, II	Degré III
Zürich	24,3	21,3	13,8	10,4	6,4
Bern	10,0	10,7	7,9	3,3	3,3
Luzern	10,5	8,7	5,7	3,4	2,7
Uri	5,5	5,1	3,5	3,1	—
Schwyz	11,0	8,7	5,3	4,0	—
Obwalden	4,1	3,9	3,3	3,3	—
Nidwalden	3,5	6,0	5,4	2,3	—
Glarus	25,1	19,5	10.8	5,9	—
Zug	19,6	15,1	10,2	6,3	4,6
Fribourg	11,3	8,4	5,9	5,5	5,9
Solothurn	14,2	13,1	9,1	5,3	52,2
Basel-Stadt	35,1	29,1	18,3	10,2	14,0
Basel-Landschaft	21,4	19,0	13,6	7,7	3,1
Schaffhausen	22,0	19,2	11,3	8,3	15,3
Appenzell A.Rh.	13,7	13,5	9,4	5,4	—
Appenzell I.Rh.	1,5	3,0	2,3	0,8	—
St. Gallen	17,2	15,0	9,1	0,9	5,3
Graubünden	10,4	10,4	6,5	5,8	6,2
Aargau	18,9	17,7	11,8	6,2	3,8
Thurgau	17,4	17,3	12,8	6,4	—
Ticino	37,8	36,1	27,9	18,9	14,2
Vaud	27,8	27,6	22,0	16,6	20,3
Valais	10,8	8,4	5,4	4,2	91,7
Neuchâtel	22,0	29,1	22,3	15,3	9,3
Genève	46,2	44,9	37,3	31,3	31,0
Suisse	21,5	18,1	13,3	9,6	10,9

Organigramme simplifié de l'enseignement en Suisse, année scolaire 1977/78

CRONACA PARLAMENTARE

Sotir Introna

© Dossier Europa

CAMERA DEI DEPUTATI

PROPOSTE DI LEGGE AVANZATE DAI DEPUTATI

4 marzo - Foschi (DC): «Estensione del diritto di voto nelle elezioni amministrative ai cittadini degli stati membri della Comunità europea ed ai residenti in Italia» (1466).

PROPOSTE DI LEGGE PROVENIENTI DAL SENATO DA ESSO APPROVATE

6 marzo - S. 478 - Senatori Mitterdorfer Partito Sud tirolese) e Brugger: «Concorso speciale per direttori didattici delle scuole di lingua tedesca e delle località ladine in provincia di Bolzano» (1471).

Commissione Affari Esteri-Emigrazione

Il 26 febbraio la Commissione con l'intervento del sottosegretario per gli affari esteri, Santuz, ha svolto talune interrogazioni che non ci riguardano. Successivamente ha esaminato in sede referente il Disegno di legge: «Conversione in legge del decreto-legge 30 dicembre 1979, n. 675, concernente abrogazione del decreto-legge 3 ottobre 1968, n. 1007, convertito, con modificazioni, nella legge 19 novembre 1968, n. 1188, recante norme sul divieto dei rapporti economici con la Rhodesia del Sud e sul divieto di attività intese a promuovere l'emigrazione verso la Rhodesia del Sud (Approvato dal Senato) (1356).

Passata poi in sede legislativa, la Commissione intraprende l'esame del Disegno e proposta di legge:
— Assunzione di impiegati a contratto per le esigenze delle rappresentanze diplomatiche e degli uffici consolari (1323) (Parere della I e della V Commissione).
— Massari (PSDI) ed altri: Assunzione con contratto a tempo indeterminato dei contrattisti degli uffici elettorali istituiti presso i Consolati italiani dei Paesi comunitari, assunti ai sensi della legge 24 gennaio 1979, n. 18 (867) (Parere della I e della V Commissione).

Non essendo però pervenuti i pareri delle Commissioni consultive, si aderisce alla proposta del Presidente Andreotti di rinviare la discussione ad altra seduta.

© Dossier Europa

Il *4 marzo* nel pomeriggio si approva, in sede legislativa, il disegno di legge: «Autorizzazione di immobili da adibire a sedi di rappresentanze diplomatiche e consolari e ad alloggi per il personale (1166) (Parere della V Commissione).

Si passa quindi all'esame del testo unificato, elaborato dal Comitato ristretto, sui Comitati consolari (il dibattito e il testo approvato sono riportati alle pagg. 11 e 13).

SEDUTE DI ASSEMBLEA

Il *5 marzo*, dopo breve discussione, viene approvato con votazione segreta, il seguente DDL: S. 629 - «Conversione in legge del decreto-legge 30 dicembre 1979, n. 675, concernente abrogazione del decreto-legge 3 ottobre 1968, n. 1007, convertito con modificazioni nella legge 19 novembre 1968, n. 11, recante norme sul divieto dei rapporti economici con la Rhodesia del Sud e sul divieto di attività intese a promuovere l'emigrazione verso la Rhodesia del Sud» (approvato dal Senato) (1356), entrambi di notevole interesse per i nostri emigranti in quei Paesi. Essi pertanto vengono inviati alla G.U. per la pubblicazione.

Il *6 marzo* la Camera prende atto che le 4 proposte di legge sui Comitati consolari sono state approvate in sede legislativa dalla III Commissione (Affari esteri) con emendamenti.

INTERROGAZIONI ED INTERPELLANZE

21 febbraio - Ferrari Marte (PSI) - Al Ministero degli Affari Esteri.
Preso atto che:
nelle recenti elezioni del Comitato consolare di Adelaide (Australia) il rappresentante della FILEF era stato escluso dagli organi consolari;
la FILEF era stata promotrice della costituzione anni or sono del medesimo organismo;
si vuol sapere:
quali interventi si intendono o si sono svolti per riammettere all'organo di partecipazione i rappresentanti della FILEF e permettere nel contempo una gestione democratica delle risorse poste a disposizione dal Governo australiano, oltre che del nostro paese (4-02616).

RISPOSTE SCRITTE E INTERROGAZIONI

21 febbraio - Conte Antonio (PLI): Sulle difficoltà causate agli emigrati dal mancato saldo, da parte del Fondo sociale europeo, dei finanziamenti relativi all'anno 1978 per i corsi di lingua e cultura italiana organizzati all'estero a favore dei lavoratori italiani (4-01415) (risponde Santuz, sottosegretario per gli affari esteri).

25 febbraio - Tremaglia (MSI): Per l'ammissione ai COASIT, COASCIT e INTERCOASCIT dei rappresentanti delle forze politiche che hanno dimostrato di essere presenti nella emigrazione italiana nel corso delle recenti elezioni del Parlamento europeo (4-01322) (risponde Santuz, sottosegretario per gli affari esteri).

3 marzo - Accame (PSI): Sui provvedimenti presi a tutela dei pescherecci italiani, in relazione ai numerosi sequestri operati dai paesi mediterranei e sulle misure da assumere nei confronti degli stessi paesi, importatori di armi e navi da guerra italiane (4-00677) (risponde Sarti, Ministro della difesa).

SENATO

COMMISSIONE AFFARI ESTERI

Il *28 febbraio* la Commissione affari esteri (3ª) con l'intervento del sottosegretario per gli affari esteri, Baslini, approva in sede deliberante il DDL: «Modifiche alla legge 26 maggio 1975, n. 327, in materia di trattamento assistenziale e previdenziale del personale non di ruolo, docente e non docente, in servizio all'estero» (705), approvato dalla Camera dei deputati; e pertanto il testo ricevuto dalla Camera verrà subito inviato alla G.U. per la pubblicazione.

SEDUTE IN ASSEMBLEA

Il *21 febbraio* l'ssemblea approva i disegni di legge:
«Ratifica ed esecuzione dell'Accordo di cooperazione culturale e scientifica tra l'Italia ed il Portogallo, firmato a Lisbona il 24 marzo 1977» (272).
«Ratifica ed esecuzione dell'Accordo tra il Governo degli Stati Uniti d'America e il Governo della Repubblica italiana per gli scambi tra i due Paesi nel campo dell'istruzione e della cultura, firmato a Roma il 15 dicembre 1975» (342).

la posizione giuridica degli immigrati

Ad avviso del gruppo di lavoro costituitosi presso il Comitato Regionale del Lazio della CGIL, alcuni dei principali problemi giuridici attinenti alla regolamentazione della presenza del lavoratore straniero extracomunitario nel territorio italiano possono sintetizzarsi nel modo seguente:

1 — A differenza di altri Paesi europei (Austria, RFT, Francia, Paesi Bassi, ecc.) non esiste nel nostro ordinamento vigente un *complesso organico* di norme di legge volte a disciplinare il fenomeno — via via più vistoso — della immigrazione e del soggiorno (leciti o illeciti) di lavoratori stranieri non provenienti dagli Stati CEE (specialmente africani, arabi e di altri paesi mediterranei quali la Jugoslavia e la Turchia). La materia — oltre che dalle vetuste disposizioni del T.U. delle leggi di Pubblica Sicurezza (RD 18 giugno 1931 n. 773, artt. 142 e ss.) e del successivo Regolamento di attuazione (RD 6 maggio 1940, n. 635, artt. 261 e ss.) — è infatti disciplinata da un catervo di circolari ministeriali spesso inutilmente prolisse e minuziose; talvolta fra loro contraddittorie, e, comunque, recanti disposizioni tali da accentuare il margine di discrezionalità attribuito dalla legge agli organi di P.S., ad esempio, in materia di provvedimento di espulsione dello straniero dal territorio dello Stato. Tutto ciò determina una pesante compressione dei diritti elementari che il cittadino straniero che lavora in Italia dovrebbe vedersi riconosciuti; e sostanzialmente impedisce, per lo stesso, la tutela di posizioni soggettive che pure il nostro sistema vigente riconosce e garantisce *a tutti i lavoratori*.

2 — Fermo restando che l'introduzione di quella *compiuta regolamentazione* alla quale si fa riferimento nel punto precedente comporterebbe la mobilitazione — con attività legislative in senso formale — di molteplici e complessi meccanismi che si trovano dislocati in diversi sistemi e corpi legislativi già in vigore (introduzione e soggiorno degli stranieri nello Stato; collocamento; previdenza e assistenza sociale, e via dicendo), possiamo in ogni caso accennare ai problemi di maggior momento che evidenziano la iniqua compressione dei diritti dello straniero-lavoratore:

a) le circolari ministeriali in vigore — v. ad es. quella in materia di «Ingresso ed impiego in Italia di cittadini stranieri extracomunitari da adibire ai servizi domestici» (Min. del Lavoro e della Prev. sociale n. 140/90/79 del 17 dicembre 1979) — contemplano la possibilità di rilascio della *autorizzazione al lavoro* (da parte dei competenti UPLMO) e del *contemporaneo nulla osta di ingresso* (da parte della autorità di P.S.), all'atto della costituzione del rapporto di lavoro che si perfeziona, a quanto pare, addirittura nella sede consolare italiana presso lo Stato straniero di provenienza del prestatore d'opera;

© Dossier Europa

© Dossier Europa

b) *l'autorizzazione* al lavoro ed il *permesso di soggiorno* sono istituti strettamente collegati (quasi speculari), di modo che, venuta meno la prima, cessa di regola ogni possibilità per il lavoratore straniero di permanere legalmente nel territorio italiano: ed anzi numerose circolari contemplano esplicitamente la disposizione per cui «la cessazione del rapporto di lavoro, *comunque determinatasi*, fa decadere di norma la validità del permesso di soggiorno» (v. Circ. Min. del Lavoro e della Prev. sociale n. 51/22/IV, del 4 dicembre 1963 recante «Norme per l'impiego in Italia dei lavoratori subordinati stranieri»). Per di più la richiesta di autorizzazione al lavoro — salva qualche positiva ma limitata eccezione (v. la circolare ministeriale per i lavoratori stranieri da adibire ai servizi domestici del 17 dicembre 1979 già richiamata) — è rimessa all'arbitrio pieno ed incondizionato del datore di lavoro, sia per quanto attiene all'eventuale proroga del contratto legalmente stipulato, sia per quanto attiene alla costituzione di un nuovo e diverso contratto da parte dello straniero già in precedenza occupato nel nostro Paese;
c) non esistono sanzioni adeguate — e radicate in un sistema di organiche disposizioni legislative — in materia di repressione dell'uso ed abuso di manodopera straniera, di fatto clandestina e priva di ogni tutela e garanzia di legge. Onde scoraggiare il fenomeno dovrebbero essere colpiti adeguatamente sia i collocatori e gli intermediari dell'illecito mercato di bracci, sia i datori di lavoro che occupano i lavoratori *contra legem*.

3 — Alla luce di quanto brevemente esposto ai punti precedenti, si può ben dire che le linee generali di un intervento legislativo che abbia come obiettivo l'introduzione di *garanzie minime* per la tutela dei lavoratori stranieri occupati in Italia dovrebbero perseguire, tra gli altri, i seguenti obiettivi:
a) occorre consentire al lavoratore straniero, comunque occupato *de facto*, la possibilità di ottenere su propria richiesta una «sanatoria» della situazione illecita venutasi a determinare a causa dell'immigrazione clandestina. Ciò è realizzabile, da un lato, sganciando la possibilità di proroga del permesso di soggiorno dall'esistenza di una formale richiesta di autorizzazione avanzata dal datore di lavoro, o dall'altro consentendo — in casi tassativamente contemplati (immigrazione illecita, violazione da parte del datore di lavoro delle vigenti disposizioni in materia di lavoro e previdenza sociale, e via dicendo) — la possibilità per il lavoratore straniero di formulare egli stesso, sia pure in via eccezionale, la predetta richiesta di autorizzazione al lavoro. Naturalmente queste misure garantistiche — riferite, lo ripetiamo, ai soli lavoratori già di fatto occupati nel nostro territorio nazionale — vanno contemperate con una adeguata ed efficace legislazione «protezionistica» a monte, volta a colpire e ad impedire i fenomeni di immigrazione clandestina; così come occorre procedere, nell'ambito della riforma del collocamento, disposizioni idonee a tutelare la manodopera nazionale nella offerta delle diverse occasioni di lavoro (il che avviene, peraltro, anche nel vigente sistema);
b) è indispensabile — in tutti i casi in cui il lavoratore straniero legalmente occupato ritenga violati i propri diritti (sia sotto il profilo della tutela del posto di lavoro, sia sotto quello delle garanzie retributive minime, sia per quanto attiene alle regolarizzazioni previdenziali ed assicurative) — consentire una proroga speciale del permesso di soggiorno anche quando l'autorizzazione al lavoro non sia rinnovata, o venga revocata, da parte del datore. Il che significa che non è più ammissibile l'automatismo sancito dalle circolari ministeriali sopra menzionate, secondo cui la risoluzione del rapporto determina l'automatica decadenza anche del permesso di soggiorno (occorre rilevare in proposito che numerose norme vigenti in altri Paesi europei consentono in siffatti casi una «esenzione» per il lavoratore straniero dall'obbligo di espulsione dal territorio dello Stato nazionale: ad es. art. 17 del Regolamento del 23 gennaio 1933 vigente in Austria). La richiesta di proroga speciale dovrebbe essere formulata in questi casi dallo stesso lavoratore il quale intenda far valere i propri diritti anche in sede giudiziaria.

© Dossier Europa

4 — Mentre è evidente che la predisposizione di un organico intervento legislativo richiederebbe una più approfondita articolazione ed una specifica formulazione degli interventi sopra delineati sul piano generale, è opportuno tuttavia tener conto che molte delle misure suggerite trovano riscontro nella Convenzione n. 143 approvata dall'Organizzazione internazionale del lavoro il 26 giugno 1975. Tale strumento, non ancora ratificato dall'Italia, potrebbe comunque introdurre nel nostro ordinamento delle norme di legge in senso formale idonee a tutelare i lavoratori stranieri molto più intensamente e validamente di quanto non avvenga con l'attuale sistema, fondato, come s'è detto, sulle circolari ministeriali. Risulta che un disegno di legge concernente la ratifica e l'esecuzione della predetta Convenzione sia stato approvato dal Consiglio dei Ministri il 14 settembre 1979. La ratifica della Convenzione, di per sé non risolutiva, rappresenterebbe quindi un importante passo in avanti per il perseguimento degli obiettivi accennati.

CGIL, Comitato regionale Lazio

COMITATI CONSOLARI

IL DIBATTITO ALLA COMMISSIONE ESTERI EMIGRAZIONE DELLA CAMERA

Il relatore Foschi (DC), richiamando l'esposizione già effettuata nella sede referente, illustra il testo elaborato dal Comitato ristretto.

Ringraziato il sottosegretario Santuz, impossibilitato ad intervenire per ragioni di salute, per l'attenzione dimostrata verso i lavori del Comitato ristretto, che hanno trovato nella odierna riunione informale con l'Amministrazione degli esteri l'ultima manifestazione, ricorda che in sede referente si era adottato il testo unificato elaborato dal citato Comitato; propone pertanto che anche in questa sede si assuma questo testo come testo base della discussione.

Dopo gli interventi dei deputati Lombardi (PSI), Tremaglia (MSI), del Presidente Andreotti e del sottosegretario Zamberletti che chiarisce la costituzione di un Comitato consolare dell'emigrazione italiana in ogni circoscrizione consolare con *almeno 2000 italiani* residenti, indipendentemente da ogni distinzione di professione e di sesso, il Comitato è *unico per tutti i lavoratori italiani residenti nella circoscrizione consolare.*

Il sottosegretario Zamberletti illustra poi due emendamenti del Governo, tendenti il primo ad elevare *da 2000 a 5000* il numero dei cittadini italiani previsti dal primo comma, ed il secondo a sopprimere, in quanto superfluo, il secondo comma.

Intervengono i deputati Giadresco (PSI), Tremaglia (MSI), Ajello (Radicale) contrari al primo emendamento e favorevoli al secondo e il relatore Foschi che consente con gli altri interventi.

Dopo un breve dibattito, viene accolta la proposta del deputato Giadresco, sulla quale concordano il relatore ed il Governo di elevare *da 2000 a 3000* il numero previsto dal primo comma. Viene anche accolta la proposta di sopprimere il secondo comma dell'articolo 1.

La Commissione passa quindi all'esame dell'articolo 2, così redatto:
«In relazione alle funzioni e responsabilità del capo dell'Ufficio consolare, quali previste dalla legge, dal diritto e dalle consuetudini internazionali, dagli accordi e convenzioni bilaterali e multilaterali, il Comitato consolare svolge azione di tutela dei diritti e degli interessi degli emigrati nelle materie attinenti alla promozione sociale e culturale, all'assistenza, alla ricreazione, allo sport, al tempo libero.

Il Comitato, inoltre, a) coopera con l'autorità consolare nella difesa dei diritti e interessi dei cittadini emigrati, nel rispetto dei principi della Costituzione e della legislazione italiana, e, in particolare, contribuisce alla difesa dei diritti civili garantiti a lavoratori italiani da norme applicabili nei singoli Paesi, segnalando all'autorità consolare, perchè vengano esperiti tutti gli interventi opportuni, eventuali violazioni delle convenzioni e consuetudini internazionali concernenti il trattamento dei cittadini stranieri, degli accordi in vigore tra l'Italia e il paese ospitante, delle norme proprie della Comunità europea; b) nel quadro delle norme locali, e, ai fini dell'azione di tutela degli emigrati soprattutto per quanto concerne le condizioni di vita e di lavoro, la sicurezza sociale e la promozione sociale, culturale, professionale dei lavoratori italiani e delle loro famiglie, vigila sul rispetto dei contratti di lavoro mediante contatti con le organizzazioni sindacali, sulle condizioni di sicurezza e di igiene nel luogo di lavoro, sulle condizioni di alloggio anche mediante contatti con gli enti preposti, sulla effettiva applicazione delle norme e direttive concernenti le iniziative scolastiche, culturali e nel settore del tempo libero, adottate dalle autorità dei paesi ospitanti, con l'obiettivo di assicurare un migliore inserimento dei connazionali e delle loro famiglie nelle società di accoglimento, di conservare la lingua italiana e di mantenere legami con la realtà politica e culturale italiana».

A questo punto vengono illustrati dal sottosegretario Zamberletti due emendamenti, tendenti il primo a sopprimere al primo comma le parole «in relazione alle funzioni» con le altre «fatte salve le attribuzioni», e il secondo a sopprimere, sempre al primo comma le parole «svolge azione di tutela» con le altre «collabora con il Console nella azione di tutela».

Il deputato Giadresco illustra un proprio emendamento tendente ad aggiungere sempre al primo comma le parole «con i proventi di cui al successivo articolo 3-bis, che esso gestisce».

Si apre quindi un'ampia discussione, sugli emendamenti e sull'articolo, concordando infine la Commissione, su proposta del Presidente, di proseguire la discussione giovedì 6 marzo alle ore 15.

Infatti il 6 marzo pomeriggio dopo che nel mattino il Comitato per l'emigrazione, presieduto dall'on. Foschi (DC) ha trattato l'autorizzazione della Presidenza della Camera della progettata visita di una delegazione del Comitato alle Comunità europee e all'Ufficio federale del lavoro di Norimberga, prendendosi gli opportuni accordi sui temi di *alloggi agli emigrati* e della *occupazione femminile*, la Commissione riprende la discussione in sede legislativa sulle quattro proposte di legge.

La discussione verte sull'articolo 2 del testo unificato delle proposte di legge e si approva l'emendamento del Governo, già illustrato in una precedente seduta, che sostituisce al primo comma le parole «in relazione alle» con le altre «fatte salve le».

Sul secondo emendamento del Governo al primo comma, anch'esso già illustrato, si apre un ampio dibattito in cui intervengono, oltre al relatore Foschi, che si dichiara favorevole, i deputati Giadresco e Tremaglia, contrari, nonchè il Presidente, che esprime perplessità sulla rispondenza della diversa formulazione allo spirito della legge. Il

© Dossier Europa

sottosegretario Zamberletti non insiste sull'emendamento. Anche il deputato Giadresco non insiste sul proprio emendamento al primo comma, rinviandone la discussione, come proposto dal deputato Tremaglia e dal relatore Foschi, all'articolo 3-bis.

La Commissione approva poi la proposta del Governo di spostare, al secondo comma, la dizione «nel rispetto dei principî della Costituzione e della legislazione italiana» al primo rigo dello stesso comma, dopo la parola «inoltre». Viene illustrato dal deputato Giadresco il seguente emendamento aggiuntivo: «nelle materie indicate nel presente articolo il Comitato può svolgere iniziative anche in collaborazione con le associazioni interessate al fine di favorire la più ampia partecipazione». Nella relativa discussione intervengono i deputati Tremaglia, Ajello ed altri, oltre al relatore ed il rappresentante del Governo, i quali si dichiarano contrari; al termine della stessa viene accolta la proposta del Presidente di riprendere il concetto con la dizione «assume iniziative» da inserire al primo comma prima delle parole «svolgere azione di tutela». Dopo che il presentatore ha ritirato il proprio emendamento, la Commissione approva la proposta del Presidente, mentre il rappresentante del Governo ritira, per connessione con quanto statuito al primo comma, la proposta di sostituire al secondo comma, lettera b), la parola «vigila» con le altre «collabora alla vigilanza».

Pertanto la Commisione approva l'articolo 2 nel testo come modificato e passa all'esame dell'articolo 3, così redatto: «Il Comitato esprime parere obbligatorio sulla ripartizione dei fondi disponibili tra le associazioni e gli enti che svolgono nella circoscrizione consolare attività sociali, assistenziali, culturali e ricreative a favore della collettività italiana. Ove il Comitato non dovesse esprimersi entro trenta giorni dalla richiesta di parere, il Capo dell'Ufficio consolare può procedere all'inoltro al Ministero affari esteri delle proposte stesse. In quanto il parere sia espresso, il Capo dell'Ufficio consolare è tenuto ad uniformarvisi, a meno che non ritenga che l'adeguamento allo stesso implichi responsabilità amministrative o penali a lui direttamente imputabili; in tal caso deve informare il Comitato consolare dei motivi che lo inducono a dissociarsi. Perdurando il dissenso, il Capo dell'Ufficio consolare, invia la sua proposta ed il parere contrario del Comitato al Ministero degli affari esteri, il quale decide entro trenta giorni sulla questione. Il Comitato può inoltre formulare pareri, proposte e raccomandazioni anche su attività consolari ed iniziative straordinarie non previste dalla presente legge, al Capo dell'Ufficio consolare, il quale informa il Comitato del seguito che vi è dato».

Ritirati alcuni emendamenti, l'articolo 3 è quindi approvato nel testo del Comitato ristretto.

Si passa quindi all'esame dell'articolo 3-bis che, nel testo unificato, così recita:
«Il Comitato consolare provvede al raggiungimento dei suoi fini: a) con le rendite del suo eventuale patrimonio; b) con i contributi annuali disposti dal Ministero degli affari esteri; c) con elargizioni di enti pubblici dei paesi ospitanti, o di privati; d) con il ricavato di attività e manifestazioni varie». L'articolo viene approvato dopo lunga discussione.

La Commissione passa quindi all'esame dell'articolo 4 che così recita:
«Il Comitato ha di regola la sua sede nell'Ufficio consolare. Il titolare del predetto ufficio deve mettere a disposizione del Comitato un locale idoneo e tutto il materiale necessario per il suo funzionamento. Il Capo dell'Ufficio consolare deve facilitare in ogni modo l'attività del Comitato, anche presso le autorità straniere locali e agevolarne i contatti con la collettività italiana. Egli partecipa di diritto alle riunioni del Comitato o vi delega un suo rappresentante ed esercita sui suoi atti i controlli di legittimità previsti dalla legge.

La segreteria del Comitato è affidata, di norma, ad un impiegato addetto all'Ufficio consolare, il quale partecipa alle sedute con voto consultivo. In caso di accertata impossibilità, la segreteria è affidata con incarico gratuito ad un membro del Comitato stesso, scelto d'intesa fra il Comitato e il Capo dell'Ufficio consolare». Infine si approva l'articolo come modificato dagli emendamenti approvati ed anche gli articoli da 5 a 12 nel testo del Comitato ristretto, non essendo agli stessi stati presentati emendamenti.

Circa l'articolo 13 vengono accolti due emendamenti proposti dal relatore, che recepiscono la condizione apposta nel proprio parere dalla I Commissione affari costituzionali, tendenti a sopprimere il comma secondo e terzo.

Gli articoli 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 sono approvati nel testo unificato, non essendo stati presentati emendamenti.

All'articolo 21 viene approvato un emendamento del relatore che sostituisce al secondo comma le parole «mediante affissione all'albo dell'Ufficio consolare» con le altre «con le stesse modalità previste dal secondo comma dell'articolo 14».

All'articolo 22 il sottosegretario Zamberletti illustra un emendamento, poi ritirato. L'articolo 22 viene quindi approvato nel testo del Comitato ristretto.

All'articolo 23 viene accolto un emendamento di coordinamento, proposto dal Presidente, che *eleva da 2000 a 3000 il numero dei cittadini italiani al di sotto del quale è possibile istituire Comitati consolari da parte del Console.*

Sono quindi apporovati l'articolo 23 e 24 senza modifiche, mentre all'articolo 25 il sottosegretario Zamberletti illustra un emendamento tendente a sopprimere le parole «presso le sedi consolari» e il deputato Tremaglia un altro interamente soppressivo. La Commissione approva l'emendamento soppressivo Tremaglia, con preclusione dell'emendamento del Governo.

L'articolo 26 è approvato con un emendamento del relatore al primo comma, del seguente tenore: «la relativa data sarà prevista dal regolamento di esecuzione della presente legge».

L'articolo 27 è approvato con un emendamento del relatore sostitutivo del primo comma, che recepisce il parere della V commissione bilancio, che prevede la seguente diversa formulazione.

All'onere di *lire 900 milioni* derivante per il 1980 dall'applicazione della presente legge per l'espletamento delle prime elezioni, si provvede mediante riduzione del fondo speciale di cui al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1979.

Intervengono quindi per dichiarazioni di voto favorevoli al provvedimento, a nome dei rispettivi gruppi, i deputati Tremaglia, Ajello, Giadresco e Ferrari Marte oltre al relatore Foschi.

La Commissione autorizza, quindi, il Presidente al coordinamento formale del testo approvato. Il disegno di legge è infine *votato a scrutinio segreto* nel suo complesso, risultando approvato.

Dopo di che viene trasmesso al Senato.

Sotir Introna

COMITATI CONSOLARI

IL TESTO APPROVATO IN COMMISSIONE

Art. 1. Presso ciascun Ufficio consolare nella cui circoscrizione risiedano almeno tremila cittadini italiani è costituito un Comitato consolare dell'emigrazione italiana.

Art. 2. Fatte salve le funzioni e le responsabilità del Capo dell'Ufficio consolare, quali previste dalla legge, dal diritto e dalle consuetudini internazionali, dagli accordi e convenzioni bilaterali e multilaterali, il Comitato consolare assume iniziative e svolge azione di tutela dei diritti e degli interessi degli emigrati nelle materie attinenti alla promozione sociale e culturale, all'assistenza, alla ricreazione, allo sport, al tempo libero.
Il Comitato, inoltre, nel rispetto dei principi della Costituzione e della legislazione italiana, a) coopera con l'autorità consolare nella difesa dei diritti e interessi dei cittadini emigrati e, in particolare, contribuisce alla difesa dei diritti civili garantiti ai lavoratori italiani da norme applicabili nei singoli Paesi, segnalando all'autorità consolare, perchè vengano esperiti tutti gli interventi opportuni, eventuali violazioni delle convenzioni e consuetudini internazionali concernenti il trattamento dei cittadini stranieri, degli accordi in vigore tra l'Italia e il paese ospitante, delle norme proprie della Comunità europea; b) nel quadro delle norme locali, e ai fini dell'azione di tutela degli emigrati soprattutto per quanto concerne le condizioni di vita e di lavoro, la sicurezza sociale e la promozione sociale, culturale, professionale dei lavoratori italiani e delle loro famiglie, vigila sul rispetto dei contratti di lavoro mediante contatti con le organizzazioni sindacali, sulle condizioni di sicurezza e di igiene nel luogo di lavoro, sulle condizioni di alloggio anche mediante contatti con gli enti preposti, sulla effettiva applicazione delle norme e direttive concernenti le iniziative scolastiche, culturali e nel settore del tempo libero, adottate dalle autorità dei Paesi ospitanti, con l'obiettivo di assicurare un migliore inserimento dei connazionali e delle loro famiglie nelle società di accoglimento, di conservare la lingua italiana e di mantenere legami con la realtà politica e culturale italiana.

Art. 3. Il Comitato esprime parere obbligatorio sulla ripartizione dei fondi disponibili tra le associazioni e gli enti che svolgono nella circoscrizione consolare attività sociali, assistenziali, culturali e ricreative a favore della collettività italiana. Ove il Comitato non dovesse esprimersi entro trenta giorni dalla richiesta di parere, il Capo dell'Ufficio consolare può procedere all'inoltro al Ministero Affari Esteri delle proposte stesse.
In quanto il parere sia espresso, il Capo dell'Ufficio consolare è tenuto ad uniformarvisi, a meno che non ritenga che l'adeguamento allo stesso implichi responsabilità amministrative o penali a lui direttamente imputabili; in tal caso deve informare il Comitato consolare dei motivi che lo inducono a dissociarsi. Perdurando il dissenso, il Capo dell'Ufficio consolare invia la sua proposta e il parere contrario del Comitato al Ministero degli Affari Esteri, il quale decide entro trenta giorni sulla questione.
Il Comitato può inoltre formulare pareri, proposte e raccomandazioni anche su attività consolari ed iniziative straordinarie non previste dalla presente legge, al Capo dell'Ufficio consolare, il quale informa il Comitato del seguito che vi è dato.

Art. 3-bis. Il Comitato consolare provvede al proprio funzionamento e al raggiungimento dei suoi fini: a) con le rendite del suo eventuale patrimonio; b) con i contributi annuali disposti dal Ministero degli Affari Esteri; c) con elargizioni di enti pubblici dei paesi ospitanti, o di privati; d) con il ricavato di attività e manifestazioni varie.
Il Comitato consolare presenta all'inizio di ogni anno il preventivo delle spese da sostenere. Entro tre mesi dalla fine della gestione annuale presenta il rendiconto consuntivo.

Art. 4. Ovunque sia possibile reperire un locale idoneo il Comitato ha la sua sede nell'Ufficio consolare. Ove non sia possibile, il Capo dell'Ufficio consolare coopera con il Comitato al reperimento di una sede. Il Capo dell'Ufficio consolare deve altresì facilitare in ogni modo l'attività del Comitato, anche presso le autorità straniere locali, e agevolarne i contatti con la collettività italiana. Egli partecipa di diritto alle riunioni del Comitato o vi delega un suo rappresentante ed esercita sui suoi atti i controlli di legittimità previsti dalla legge.
La segreteria del Comitato è affidata, di norma, ad un impiegato addetto all'Ufficio consolare, il quale partecipa alle sedute con voto consultivo.
In caso di accertata impossibilità, la segreteria è affidata con incarico gratuito ad un membro del Comitato stesso, scelto d'intesa tra il Comitato e il Capo dell'Ufficio consolare.

Art. 5. Il Comitato consolare è composto da un numero di membri eletti, variabile secondo la consistenza della collettività italiana quale risulta dagli accertamenti del Ministero degli Affari Esteri alla data del 31 dicembre dell'anno precedente alle elezioni e secondo la seguente proporzione: 9 membri fino a 10 mila connazionali; 11 membri fino a 50 mila connazionali; 21 membri fino a 100 mila connazionali; 31 membri oltre i 100 mila connazionali.
Sono eleggibili i cittadini italiani residenti nella circoscrizione, che abbiano compiuto il 18° anno di età e siano candidati in una delle liste presentate. Possono essere eletti, in numero non superiore ad un quarto e non inferiore ad un decimo dei membri del Comitato, gli italiani che abbiano assunto la cittadinanza del paese di immigrazione, e siano in possesso dei medesimi requisiti.
La candidatura è ammessa soltanto in una circoscrizione e per una sola lista. Nel caso di candidatura in più circoscrizioni o più liste, il candidato non è eleggibile.
Alle sedute del Comitato possono essere chiamati a partecipare a titolo consultivo funzionari ed esperti della collettività in relazione agli argomenti in esame.

Art. 6. I componenti del Comitato restano in carica tre anni e sono rieleggibili.
I membri deceduti o decaduti sono so-

stituiti di diritto con i primi candidati non eletti della lista cui appartengono. La mancata partecipazione immotivata per tre sedute consecutive comporta la decadenza dalla carica.
Ove manchino candidati non eletti ed il numero dei membri del Comitato si riduca a meno della metà, il Comitato viene sciolto e si procede a nuove elezioni per il rinnovo dell'intero Comitato entro tre mesi dalla data di scioglimento.

Art. 7. Il Comitato consolare adotta le decisioni a maggioranza semplice. Per la validità delle votazioni è necessaria la presenza della metà più uno dei suoi componenti in carica. In caso di parità prevale il voto del Presidente.

Art. 8. Il Comitato elegge a maggioranza assoluta il Presidente tra i suoi membri.
Il Presidente ha la rappresentanza legale del Comitato. Egli convoca il Comitato almeno una volta ogni due mesi e tutte le volte che ne facciano richiesta scritta almeno un terzo dei suoi componenti.

Art. 9. Il Comitato elegge nel suo seno — a maggioranza di voti — un Esecutivo composto dal Presidente e da un numero di membri non superiore ad un quarto dei componenti l'Assemblea.
L'Esecutivo propone le sessioni del Comitato consolare ed opera secondo le sue direttive fra una sessione e l'altra.

Art. 10. Il Comitato consolare può istituire nel suo seno Commissioni di lavoro cui possono essere chiamati a far parte degli esperti.
I Presidenti delle Commissioni devono essere membri del Comitato al quale riferiscono i risultati dei lavori della Commissione. Di tali Commissioni fa parte di diritto il Capo dell'Ufficio consolare od un suo rappresentante.

Art. 11. (Elettorato attivo). Hanno diritto al voto i cittadini maggiorenni residenti nella circoscrizione territoriale dell'Ufficio consolare, purchè in possesso di passaporto valido e del permesso di soggiorno registrato, salvo che versino nella ipotesi di cui agli articoli 2 e 3 del D.P.R. 20.3.1967, n. 223.
Hanno altresì diritto al voto gli italiani, in possesso dei medesimi requisiti, che abbiano assunto la cittadinanza del paese di immigrazione.

Art. 12. (Elenco degli elettori). Presso ciascun Ufficio consolare è istituito un elenco dei cittadini italiani elettori, ove viene registrato il cognome, il nome, la data e il luogo di nascita, la data di assunzione della residenza nel territorio rientrante nell'ambito della circoscrizione consolare di ciascun elettore. La registrazione avviene d'ufficio ovvero su istanza dell'avente titolo, con l'esibizione dei documenti di cui al precedente articolo.
L'elenco è pubblico ed aggiornato periodicamente sulla base delle dichiarazioni degli interessati o d'ufficio.

Art. 13. (Sistema elettorale). L'elezione del Comitato avviene:
a) con il sistema proporzionale adottato dalla legge italiana per la elezione al Parlamento europeo;
b) per lista;
c) con voto diretto, personale e segreto.

Art. 14. (Convocazione dei comizi e liste elettorali). Le elezioni sono indette dal Capo dell'Ufficio consolare tre mesi prima del termine di scadenza del precedente Comitato; in caso di scioglimento anticipato, la convocazione è effettuata entro 15 giorni dalla relativa declaratoria.
La convocazione delle elezioni è portata a conoscenza della collettività italiana mediante l'affissione all'albo, di una circolare informativa e l'uso di ogni altro mezzo di informazione.

© Dossier Europa

Entro i trenta giorni successivi alla indizione possono essere presentate le liste dei candidati, sottoscritte da un numero di firme di elettori non inferiore a dieci.
I presentatori debbono essere cittadini italiani, aventi diritto al voto residenti nella circoscrizione, non candidati.

Art. 15. (Comitato elettorale circoscrizionale). Le liste dei candidati vengono presentate ad un apposito Comitato elettorale circoscrizionale, istituito presso gli Uffici consolari, dal quale sono esclusi gli elettori presentatori delle liste e i candidati.
I membri del Comitato elettorale sono nominati tra gli aventi titolo al voto nell'ambito della circoscrizione, dal titolare dell'Ufficio consolare, su designazione delle forze politiche rappresentate nel Parlamento nazionale e delle associazioni degli emigrati, presenti nella circoscrizione.
Ogni forza politica o associazione di cui al comma precedente designa un membro effettivo e uno supplente.

Art. 16. (Svolgimento delle elezioni). Il Comitato elettorale ha il compito di procedere all'esame della validità delle firme e delle liste presentate o di definire, in base alle norme della presente legge e d'intesa col titolare dell'Ufficio consolare, le modalità di svolgimento delle elezioni, nonchè di sovrintendere alle operazioni relative e di assistere l'attività dei seggi elettorali.
Le sue decisioni sono valide se adottate a maggioranza.
Le operazioni di voto si svolgono sotto la responsabilità del Capo dell'Ufficio consolare anche in più giorni e con uno o più seggi costituiti presso la sede del Consolato e, se possibile, anche in altri locali dipendenti dall'autorità consolare, tenuto conto del numero degli elettori, della loro dislocazione e della disponibilità di personale. Le elezioni possono svolgersi anche in luoghi e giorni diversi, qualora lo consigli il numero degli elettori e l'esigenza di facilitare la più ampia partecipazione al voto.
I seggi sono aperti alle ore 7 del giorno fissato e chiusi alle ore 14 del giorno successivo.
Qualora sia disposta l'apertura di seggi in luoghi diversi, le operazioni elettorali debbono svolgersi complessivamente in un periodo di tempo non superiore a 4 giorni. In ogni caso le urne elettorali debbono essere aperte contemporaneamente.

Art. 17. (Costituzione dei seggi elettorali). Il Comitato elettorale nomina i

© Dossier Europa

Presidenti dei seggi; il Vice Presidente ed il Segretario sono nominati dai componenti del seggio nella riunione di insediamento. Ciascun seggio è composto dagli scrutatori, in un numero non inferiore a 4 e non superiore ad 8, e dai rappresentanti di lista.
Gli scrutatori sono nominati tra gli elettori non candidati almeno 10 giorni prima delle elezioni dal Comitato elettorale, nell'ambito delle designazioni effettuate dai presentatori delle liste o, in mancanza, d'ufficio.
I rappresentanti di liste vengono indicati dai presentatori delle liste stesse: debbono essere elettori; non possono essere candidati.
Il Comitato elettorale, almeno tre giorni prima della data delle votazioni, costituisce il seggio o i seggi necessari, assegnando ad essi gli scrutatori. Qualora, nel primo giorno delle elezioni, uno scrutatore sia assente, il Presidente nomina scrutatore uno degli elettori.

Art. 18. (Libro elettorale). Ai fini dell'accertamento del diritto dei cittadini a partecipare alle elezioni come elettori, è necessario che essi si presentino ad uno dei seggi della circoscrizione di loro residenza muniti del passaporto e del permesso di soggiorno. In ogni seggio, il Presidente predisporrà l'elenco dei partecipanti al voto, trascrivendo in un «libro elettorale» i dati anagrafici del votante (nome, cognome, età, residenza, numero del passaporto e del permesso di soggiorno) e apporrà sul passaporto il timbro attestante che l'elettore «ha votato».
Il libro elettorale viene poi trasmesso all'Ufficio circoscrizionale cui compete la convalida dei risultati per l'inserimento nell'elenco degli elettori.

Art. 19. (Operazioni di voto). La votazione ha luogo a mezzo di scheda unica comprendente, con la stessa evidenza, tutte le liste disposte e numerate in ordine di presentazione.
Il voto di lista viene espresso mediante crocetta tracciata sulla intestazione della lista.
Il voto è nullo se la scheda non è quella predisposta, o se presenta tracce di scrittura o analoghi segni di individuazione.
L'elettore può manifestare un numero di preferenze non superiore ad un quarto dei candidati eleggibili e solamente per i candidati della lista da lui votata.
Il voto preferenziale viene espresso dall'elettore mediante crocetta a fianco del nome del candidato preferito.
L'indicazione di una o più preferenze alla stessa lista vale quale votazione della lista anche se non sia stato espresso il voto di lista.
Il voto apposto a più di una lista o l'indicazione di più preferenze date a liste differenti rende nulla la scheda. Di tutte le operazioni, nonchè delle contestazioni di membri del seggio, è redatto verbale.
Per le modalità dello scrutinio, come per ogni caso non regolato dalla presente legge o controverso, valgono le norme in vigore per le elezioni in Italia.
Sulle controversie decide il Comitato elettorale circoscrizionale.

Art. 20. (Ripartizione dei seggi). Ciascuna lista ha diritto a tanti posti quante volte il quoziente elettorale risulta nel numero dei voti validi da essa riportati. Per quoziente elettorale si intende il rapporto tra i voti validi e il numero dei candidati da eleggere.
I posti rimasti vacanti vengono attribuiti alle liste che hanno riportato i maggiori resti.

Art. 21. (attribuzione dei seggi). Il Comitato elettorale, sulla base dei risultati di scrutinio, procede all'assegnazione degli eletti e alla redazione del verbale delle operazioni elettorali che dovrà essere sottoscritto da tutti i componenti il Comitato.
La comunicazione dell'avvenuta conclusione delle operazioni di voto viene data con le stesse modalità previste dal secondo comma dell'art. 14.

Art. 22. (Regolamento di esecuzione). Con decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri su proposta del Comitato interministeriale per l'emigrazione, da emanarsi entro tre mesi dall'entrata in vigore della presente legge, saranno disposte le norme regolamentari di esecuzione della presente legge.
Art. 23. (Abrogazione espressa). L'art. 53 del D.P.R. 5 gennaio 1967, n. 18, è abrogato.
Gli Uffici consolari nella cui circoscrizione risiedono meno di tremila cittadini italiani, possono istituire Comitati consolari, con funzioni consultive da esercitare nell'ambito delle competenze previste dagli artt. 2 e 3; tali Comitati sono presieduti dal Capo dell'Ufficio consolare, o da un suo delegato, e composti da almeno cinque esponenti della collettività italiana.
Possono altresì istituire detti Comitati nei Paesi in cui non sia possibile procedere alle elezioni; in tal caso il Capo della competente rappresentanza diplomatica deve esporre le motivazioni dell'impedimento al Ministero degli Affari Esteri, che le sottopone al Comitato interministeriale per l'emigrazione, per i provvedimenti di competenza.

Art. 24. (Soppressione dei COASIT). Con l'entrata in funzione dei Comitati consolari, cessano di funzionare i COASIT. Le funzioni da questi ultimi esercitate sono attribuite ai suddetti Comitati.

Art. 25. (è stato soppresso).

Art. 26. (Prime elezioni). Le prime elezioni dei Comitati consolari debbono essere effettuate con le stesse modalità previste dalla presente legge entro 6 mesi dall'entrata in vigore della presente legge; la relativa data sarà prevista dal regolamento di esecuzione della presente legge.
Fino alla proclamazione dei risultati, continuano a funzionare i comitati consolari previsti dall'articolo 53 del D.P.R. 5 gennaio 1967, n. 18.

Art. 27. (Finanziamento degli oneri per le prime elezioni). All'onere di lire 900 milioni derivante per il 1980 dall'applicazione della presente legge per l'espletamento delle prime elezioni, si provvede mediante riduzione del fondo speciale di cui al capitolo 6856 dello stato di previsione della spesa del Ministero del Tesoro per l'anno 1979.

dossier europa

emigrazione

Anno V - aprile 1980 - n. 4

Rivista mensile di documentazione e dibattito sui problemi dell'emigrazione, a cura dei **CSER (Centri Studi Emigrazione Riuniti)**

Comitato promotore
CIEMM
46, rue de Montreuil - 75011 Paris

CSERPE
Oberwilerstr. 112 - 4058 Basel

CSER
Via Calandrelli 11 - 00153 Roma

Gruppo di redazione
G. Baggio, L. Favero, U. Marin, A. Perotti, T. Pozzi, GF. Rosoli, L.Taravella, G.Tassello

Direttore edizione tedesca
Angelo Negrini

Corrispondente CEE
G. Callovi

Grafica
Bruno Murer

Direttore responsabile
Luigi V. Favero

Autorizzazione del Tribunale di Roma, n. 16.733 del 18 marzo 1977

Iscritto al Registro Nazionale della stampa in data 22.2.1977 con il n. 1273

ABBONAMENTO
Italia L. 7.000
Estero L. 9.000

ccp. 57678005 intestato a **CSER, Via Calandrelli 11 - 00153 Roma**, Tel. (06) 58.27.41 - 58.09.764

Dal Disegno di legge n. 694 «Norme integrative della disciplina vigente per il controllo degli stranieri» in discussione al Senato:

Art. 1 ..... Non possono essere concessi visti consolari per lavoro subordinato agli stranieri che non siano in possesso di specifiche autorizzazioni del Ministero del lavoro e della previdenza sociale da rilasciarsi ove non risultino disponibili lavoratori italiani e previo deposito del corrispettivo del biglietto di viaggio per il rientro allo Stato di provenienza all'atto della risoluzione del rapporto.

Art. 2 ..... Salvo il caso di asilo politico, lo straniero che si introduce nel territorio dello Stato senza i prescritti passaporti o titoli equipollenti e visti consolari o che, dopo l'ingresso irregolare, vi si intrattiene, è punito con la reclusione fino ad un anno e con la multa da lire 200.000 a lire 1.000.000.
Se nel fatto concorre il comandante di una nave o di un aeromobile la pena di cui al comma precedente è aumentata.
Chiunque per colpa agevola in qualsiasi modo l'introduzione nel territorio dello Stato di stranieri che si trovino nelle condizioni di cui al primo comma è soggetto alla sanzione amministrativa del pagamento di una somma da lire 200.000 a lire 500.000, determinata dal prefetto.

Art. 5 ..... Ai fini dei provvedimenti previsti dagli articoli 150, 150-bis e 152, per l'accertamento dell'identità personale e i procedimenti ricognitivi della cittadinanza e documentali, gli ufficiali e agenti di polizia giudiziaria o della forza pubblica possono procedere all'accompagnamento dello straniero presso un centro raccolta stranieri del Ministero dell'interno, ove egli viene ospitato per il tempo strettamente indispensabile per la definizione della specifica posizione e comunque non oltre trenta giorni.